

**Le sénateur Cameron:** Les juristes approuveraient cette disposition.

**M. Prince:** Eh bien, je pense qu'elle est implicite dans toute législation parallèle.

**M. Tinney:** Et voilà précisément pourquoi c'est en fait la même personne qui a rédigé tous les deux projets de loi.

**Le sénateur Kinneer:** J'ai suivi très attentivement la question que vous avez posée au sujet des Grands lacs. Je regrette que les États-Unis ne soient pas prêts à commencer en même temps que nous, mais je suis heureux d'apprendre que le gouvernement canadien allait commencer, étant donné que quelqu'un doit donner le départ. Pour ce qui est du lac Ontario, ce sont probablement les Canadiens qui seront bientôt les plus grands responsables, parce que nous développons nos rivages plus que les Américains; il y a donc là un contre-équilibre; ils n'auront qu'à commencer, sinon nous les polluons plus qu'ils nous polluent dans le lac Érié.

**Le président:** Si nous sommes les premiers, nous ne polluons pas.

**Le sénateur Kinneer:** Espérons que nous allons commencer à nettoyer.

**Le président:** Nous sommes en train de perdre notre pouvoir de négociation.

**Le sénateur Kinneer:** En effet, en nous montrant bons citoyens du monde.

**Le sénateur Smith:** Je voudrais poser une question au sujet des déchets déversés par l'industrie des pâtes et papiers. Quelle est la loi qui régit ce genre de problème d'ordre général?

**M. Tinney:** Je pourrais y répondre d'une façon générale. Les usines de pâtes et papiers déversent des déchets; c'est entendu. Quelle que soit l'interprétation que nous donnions à l'expression contrôle de la qualité de l'eau dans le lit d'un cours d'eau, d'après la loi canadienne de l'eau, nous pourrions faire entrer là-dedans pratiquement n'importe quoi, si ce n'est tout ce qui s'échappe d'une usine de pâtes et papiers. En même temps que nous établissons les projets de règlements relatifs à certaines normes particulières, nous n'avons qu'à tenir compte du problème du poisson, de sorte que les règlements et les normes établis soient compatibles avec la protection du poisson. Dans ce cas, si la Loi des pêcheries est amendée dans ce sens,

elle s'appliquera également à partir des mêmes normes, de sorte qu'il n'y aura pas deux poids, deux mesures. On pourra les faire rentrer dans cette loi en invoquant les normes communes édictées par la Loi canadienne de l'eau applicable aux lits des mêmes cours d'eau.

**Le sénateur Robichaud:** Les sanctions seront-elles équivalentes pour le même délit?

**Le président:** Cela dépendra des tribunaux.

**M. Tinney:** Elles ont été conçues pour être équivalentes.

**Le sénateur Robichaud:** Je sais que cela dépendra des tribunaux, mais les lois ont établi des sanctions équivalentes?

**M. Tinney:** Oui.

**Le sénateur Yuzyk:** Depuis un certain temps, les consommatrices et les consommateurs mènent une vaste campagne contre l'incorporation des phosphates aux détergents. Je ne sais pas si cette campagne a commencé il y a un an environ ou plus; je n'en suis pas sûr. Je sais que ma femme a participé à cette campagne et qu'elle fait maintenant très attention à ses achats de détergents. Il est évident que dans un an, cette campagne qui englobe tout le Canada devrait porter certains fruits et je me demande si M. Prince en a des preuves. Êtes-vous en mesure d'évaluer l'effet d'une campagne de ce genre? Je suppose qu'à la suite de cette campagne il y aura moins de phosphates provenant des détergents qui se déverseront dans nos cours d'eau. D'autre part, est-ce qu'une campagne similaire se déroule aux États-Unis?

**M. Prince:** Pour ce qui est d'évaluer l'effet sur la diminution, attribuable à l'action des consommatrices, les résultats se feront peut-être sentir, mais il est plutôt difficile de préciser combien de temps cela prendra et quelle sera la proportion de la diminution ainsi obtenue. Je puis dire que nous avons un programme permanent de contrôle des Grands lacs inférieurs. Les données nous sont fournies par des organismes de l'Ontario, la Commission des ressources hydrauliques de l'Ontario, sur la qualité des eaux provinciales qui se jettent dans les Grands lacs. Je ne peux pas affirmer que l'on ait déjà la preuve d'une diminution quelconque. Je n'ai pas vu les données. Tout ce que je puis dire, c'est que nous surveillons la question de la qualité de l'eau et que nous espérons que cette campagne entreprise par les maîtresses de maison aura des effets salutaires.

**Le sénateur Yuzyk:** Et aux États-Unis? Y a-t-il quelque chose de pareil là-bas?